

LOUP

AGRICULTURE. Motion. La Chambre d'agriculture de la Haute-Vienne vient de voter une motion (24 voix pour, 2 absentions, 0 voix contre) demandant à propos de la suspicion de la présence du loup dans notre région que les fiches réalisées par l'ONCFS (Office national de la chasse et de la faune sauvage) lors des signalements imputés aux loups soient publiées afin d'être accessibles à tous, et qu'une étude technico-économique soit réalisée, aux frais des pouvoirs publics, par l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) afin d'évaluer la faisabilité technique et économique de la mise en œuvre des moyens de prévention de la prédation. ■

LE COMMISSAIRE JÉRÉMIE BOSSE INVITÉ DU "8-9 CAFÉ PRO"



"8-9 CAFÉ PRO". « La cybercriminalité, ça n'arrive pas qu'aux autres ! ». Pour ce nouveau rendez-vous, la Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique, représentée par Marie Baron, directrice du secteur Haute-Vienne, organise ce matin une intervention sur le thème : « la cybercriminalité, ça n'arrive pas qu'aux autres ! » Cette rencontre, qui tend à sensibiliser et à prévenir des risques de fraudes liées aux activités de chacun, sera animée par le commissaire Jérémie Bosse,

directeur adjoint du service régional de la police judiciaire à Limoges. Il sera accompagné du capitaine Gilles Etienne, du groupe de répression de la délinquance économique. Christophe Duarte, expert ingénierie des flux à la Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique, interviendra ensuite pour présenter les outils que met en place la Banque pour se protéger.

Quand et où ? Aujourd'hui, de 8 h 30 à 9 h 30, au Phare, 50 boulevard Gambetta à Limoges. ■

Haute-Vienne → L'actu

ENVIRONNEMENT ■ A Limoges, 52 personnes ont souhaité évaluer la présence du désherbant dans leur corps

Ont-ils du glyphosate dans les urines ?

Hier, une opération de détection urinaire de l'herbicide était organisée, près de la gare, à laquelle de simples citoyens ou des militants écologistes ont participé en devenant des « pisseurs volontaires ».

Hélène Pommier
Twitter : @hjppommier

52 c'est le nombre de participants au « glyphotest » organisé, hier, à Limoges par les membres d'associations écologistes réunis dans le comité Glypho 87. Inscrite dans une campagne nationale, la première opération de détection du glyphosate dans la population de Haute-Vienne a eu lieu, hier matin, dans deux salles municipales en contrebas de la gare des Bénédictins.

Dès 6 h 30 du matin et jusqu'à 9 heures, 24 femmes et 28 hommes, qui se surnomment « pisseurs volontaires », se sont présentés, à jeun, munis de leur carte d'identité et d'un peignoir, pour procéder à un prélèvement d'urine sous contrôle d'huissiers.

Dépôt de plainte

« Nous sommes là pour veiller au respect du cahier des charges afin qu'aucune contestation ne soit possible sur la chaîne du process », indique François-Alexandre Delaire, huissier à Limoges qui a officié côté hommes, tandis que Lolita Lupette, clerc habilitée au constat, était



SOUS CONTRÔLE D'HUISSIER. Lolita Lupette a procédé à la vérification des différentes étapes du test. PHOTOS : H.P.

placée dans la salle réservée aux femmes.

Des toilettes vides aux poches d'échantillons scellées, du consentement des personnes à leur entrée dans les sanitaires en sous-vêtements, de la numérotation et l'identification des tubes à l'envoi des colis au laboratoire indépendant, situé en Allemagne : chaque étape est ainsi vérifiée. « Nous recevons aussi les résultats et ferons le

procès verbal », complète Maître Delaire.

La prise de telles précautions se justifie par l'objectif de la démarche, à savoir un dépôt de plainte contre les fabricants de pesticides, mais aussi les autorités politiques et sanitaires françaises et européennes. « L'idée n'est pas seulement de mettre en évidence que la dissémination des pesticides est globale,

mais aussi d'agir », explique Jean-Louis Pagès, un des organisateurs de la démarche au niveau local.

Contexte polémique

Une démarche militante qui s'inscrit dans un climat très polémique. Les débats sur la toxicité du glyphosate, alimentés récemment par un sénateur le qualifiant de « moins cancérigène que la charcuterie ou la

viande rouge » et par le fichier de personnalités établi par Monsanto, se poursuivent. « Le problème est que l'avis des experts indépendants du CIRC, centre international de recherche contre le cancer, affilié à l'OMS qui fait des monographies de référence depuis plus de 40 ans sur les produits chimiques, n'est pas pris en compte par les agences sanitaires », déplore Pierre-Michel Périnaud, président de l'association Alerte des médecins sur les pesticides, qui soutient l'initiative de collecte d'urines. « Il a pourtant souligné le caractère génotoxique certain, cancérigène pour l'animal et probable pour l'homme du glyphosate en 2015, que des études ont depuis confirmé. »

La fiabilité du test urinaire ELISA est elle aussi contestée. « On peut lui demander des choses et pas d'autres, poursuit le docteur Périnaud. Il permettra de répondre à la question "est-ce que vous éliminez du glyphosate ?", mais il est beaucoup moins précis que d'autres sur la teneur. C'est une question de coût. Il est en tout cas faux de dire qu'il mesure la présence d'acide aminométhylphosphonique (AMPA) qu'on trouve dans les lessives. Son but est de démontrer l'imprégnation de la population. Nous ne sommes pas là dans le cadre d'une étude scientifique, mais d'une alerte, où un grand mouvement citoyen est nécessaire pour faire bouger les lignes. » ■

À VOTRE AVIS

Pourquoi participer à une telle initiative ? JÉRÉMY, 30 ANS

Informaticien à Limoges

« Par curiosité. Cela m'intéresse de savoir à quel point le glyphosate impacte mon corps, même si je me doute que j'en ai. Je ne milite dans aucun mouvement, mais je suis éveillé au sujet.

Je cherche par exemple à acheter une maison et je regarde si le bien est situé à côté d'un verger ou d'une culture agricole susceptibles d'être traités.

J'envisage d'avoir des enfants et je suis préoccupé par le risque d'exposition. On parle de disparition des insectes, des oiseaux...

Changer nos habitudes alimentaires, traiter les sols différemment... : la seule solution passe par une prise de conscience collective car nous sommes tous concernés. »



Par H.P.



DIRECTION LEIPZIG. La cinquantaine de tubes a été expédiée, hier, au laboratoire allemand BioCheck.